



---

## Compte-Rendu Réunion Groupe-Pays Liban

Jeudi 4 avril 2024 (9h – 11h, heure de Paris), en visioconférence  
Animé par Thomas Lanvin

---

### Introduction, Virginie Rouquette, Directrice générale de Cités Unies France

Le groupe pays Liban est habituellement présidé par Chambéry, mais n'a pas souhaité continuer le pilotage, ce qui justifie l'intérim assuré par CUF pour l'animation ce jour.

La réunion s'inscrit dans une temporalité particulière, suite à l'enchaînement du mois de la francophonie au Liban en mars 2024 et du sommet de la francophonie fin 2024.

Le décryptage des répercussions de la situation sécuritaire du Proche-Orient sur la coopération décentralisée au Liban apparaît également nécessaire dans le contexte actuel.

Save the date : rendez-vous de la diplomatie des territoires le 26 juin 2024 à l'Assemblée Nationale sur le sujet des conflits au Proche-Orient
---

### I) Francophonie au Liban : état des lieux, enjeux, avenir

**Intervention de Monsieur Lévon Amirjanyan, représentant de l'Organisation internationale de la francophonie pour le Moyen-Orient, Beyrouth : la francophonie au Liban, enjeux et perspectives**

Questions posées : pourquoi l'OIF a-t-elle décidé de créer une représentation dédiée au Moyen-Orient basée à Beyrouth ? Quels enjeux et perspectives de la francophonie au Liban ?

Les **champs d'intervention** de l'OIF sont les suivants :

- 1) La promotion de la langue française et de la diversité linguistique et culturelle
- 2) L'appui à l'éducation, à la formation
- 3) La promotion de la démocratie, des droits de l'Homme, de l'Etat de droits
- 4) La promotion du développement durable et de la coopération économique au sein de la communauté francophone

⇒ Ces axes prioritaires ont récemment été confirmés par le cadre stratégique de la francophonie sur 2023-2030, adopté lors du sommet de francophonie en 2022 à Djerba.

L'OIF a engagé un **processus de transformation** il y a 5 ans, sous l'égide de la Secrétaire générale, à la demande des chefs d'Etat et de gouvernement, visant ainsi à la rendre plus performante, utile et pertinente pour les populations francophones.

L'organisation dispose de **13 représentations externes**, à caractère régional ou auprès des organisations internationales. Celles-ci sont en première ligne du plaidoyer en faveur de la francophonie et de l'opérationnalisation des priorités et permettent l'interaction quotidienne avec les autorités locales, partenaires internationaux et nationaux, et société civile (notamment les femmes et les jeunes).

La **représentation pour le Moyen-Orient** a commencé le déploiement de ses activités en 2023. Celle-ci a un mandat de représentation pour 4 pays : le Liban et l'Égypte en tant que membres de

plein droit et les EAU et le Qatar en tant que membres associés. La localisation de cette représentation au Liban s'explique par le rôle central de ce dernier dans le rayonnement du français au Moyen Orient, et marque la reconnaissance de l'activisme libanais en matière de francophonie.

Selon l'Observatoire de la langue française, **le nombre de francophone est en croissance** dans le monde. Ce nombre s'élevait à 300 millions en 2018, 320 millions en 2022, avec une projection à 600 millions d'ici 2050. Le Liban quant à lui compte 38% de francophones au sein de sa population, alors que celui-ci doit cohabiter avec l'anglais. Aujourd'hui, la moitié des élèves y apprend le français, avec un enseignement francophone majoritaire dans le public, et minoritaire dans le privé. 60 établissements sont homologués, plus de 100 établissements sont labellisés et une vingtaine font partie de l'Agence universitaire de la francophonie.

La **nouvelle programmation de l'OIF 2024-2027** a pour objectif le renforcement de la langue française dans la diversité linguistique, avec un programme stratégique visant à mettre la langue française au service de l'éducation et de la culture.

Le **plan d'action pour la francophonie signé entre l'OIF et le Liban en 2021** identifie 3 domaines prioritaires de coopération déclinés en plusieurs projets :

- 1) L'usage de la langue française : via la formation des fonctionnaires et diplomates en français, le soutien aux médias francophones, la facilitation de l'accès à la culture dans les zones rurales et périurbaines

On souligne l'existence d'un réseau de centres de lecture et d'animation culturelle depuis 1986 qui permettent l'accès à la culture pour les populations démunies en équipements culturels en :

- Donnant accès à des ressources culturelles et numériques
- Constituant des lieux de rencontre, de vie et de création

- 2) Éducation/formation : via le projet IFADEM, qui concerne 1000 enseignants de français au primaire
- 3) Autonomisation des femmes : via le soutien par le fonds « la francophonie avec elle » de centaines de femmes vulnérables vers l'emploi et l'entrepreneuriat, grâce à des projets d'autonomisation conduits par les OSC locales qui ont une certaine expertise et sont sélectionnées par l'OIF

En octobre 2023 a eu lieu la **mission économique et commerciale de la francophonie** et a permis de rassembler 60-70 entreprises venant de 20-25 pays pour faire des rencontres et créer des liens de partenariat ainsi que contribuer aux échanges commerciaux et économiques dans l'espace francophone.

Pour l'OIF, il existe un **objectif de renforcer la place et le rayonnement** de la langue française en conjuguant les efforts de tous les acteurs. Cet objectif doit s'appuyer sur l'implication des autorités et de la volonté politique, tout en tenant compte du contexte libanais, marqué par une période difficile sur le plan économique, institutionnel et sécuritaire qui complique les tâches des acteurs. Plusieurs acteurs interviennent actuellement sur le terrain en fonction des outils et expertises à sa disposition, notamment l'Institut français, l'AUF, l'AIMF ou encore l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Quant au **rôle des collectivités territoriales**, celui-ci peut se baser sur l'importance de la culture, en renforçant la place du français par le soutien aux initiatives bénéfiques à créer un environnement propice à l'usage de la langue. C'est notamment ce qui a été réalisé en lien avec la municipalité de Jounieh, ayant bénéficié du soutien du département des Yvelines et de la ville de Metz pour l'organisation d'événements dans le mois dans la francophonie.

Finalement, l'OIF ne dispose pas d'outils de financement à proprement parler, mais a une programmation 2024-2027 dans le cadre de laquelle certains projets peuvent être soutenus.

### **Intervention de Madame Mathilde Pousse, attachée de coopération, gouvernance, coopération décentralisée, appui à la société civile à l'Ambassade de France au Liban : l'action de la France sur les enjeux de francophonie**

La francophonie est **en déclin tendanciel** au Liban, et ce déclin est en accélération depuis la crise économique. En effet, dans les années 1990 le Liban comptait 2/3 d'élèves francophones, alors qu'il en compte 50% aujourd'hui.

Le travail de l'Ambassade se concentre sur **les perceptions du français** qui est encore perçu comme très élitiste et non comme une aide à l'employabilité. L'objectif est donc de mettre en avant l'atout que peut représenter le français dans la vie professionnelle en tant que facteur de différenciation sur le marché du travail. Cela passe par un travail en lien avec les entreprises mais aussi le mois de la francophonie dont la dernière édition vient de s'achever, marqué par la mise en œuvre d'actions diverses telles que des lectures à voix haute, des lectures publiques, des expositions photo sur la biodiversité et le vivant et des pièces de théâtre.

Le français se positionne également comme facilitateur des relations entre collectivités.

⇒ L'objectif : changer les perceptions pour promouvoir le français comme langue d'avenir, langue professionnelle et moderne

### **Intervention de Madame Lamia Al Rassi, fondatrice de la première plateforme d'information pour jeunes en français au Liban : les perspectives de la francophonie chez les jeunes libanais**

Questions posées : Quel regard sur la francophonie chez les jeunes libanais ? Quel lien à faire avec la citoyenneté ? Quels moyens d'action ? Quelles pistes envisagées ?

Le **choix de la francophonie** est souvent issu de la mère qui choisit l'école francophone ou anglophone, alors que la francophonie est associée à la culture et à l'ouverture d'esprit.

Madame Al Rassi a commencé à diriger une école franco-libanaise **en 1992**, suite à la création de cette dernière par sa mère. Le choix d'installation de l'école dans une région reculée a permis la création d'un besoin de francophonie sur ce territoire, qui n'existait pas auparavant.

**En 2010**, elle fonde son premier média, équivalent du journal « Petit Quotidien » en arabe intitulé Kel Yom<sup>1</sup>, qui traite de l'actualité et propose des infographies.

---

<sup>1</sup> <https://www.lecommercedulevant.com/article/24591-kel-yom-un-petit-quotidien-en-arabe-pour-les-lves-libanais>

**En 2018**, elle fonde le multimédia francophone Yomkom, qui lie tous les sujets qu'il aborde à la science, en faisant ainsi un outil important de lutte contre la désinformation. Ce média s'accompagne alors de divers projets, comme 'Grandir et agir en français' (porté par l'Ambassade et l'Institut français) dont l'objectif est de sortir les jeunes de leurs régions, ou comme 'Connais ta ville » qui porte à la connaissance des jeunes les sources potentielles de richesses pour leurs régions, ainsi que le profil des décideurs et leurs droits et devoirs envers les collectivités. Yomkom donne aussi aux jeunes la possibilité d'écrire leurs propres articles, et les forme au décryptage d'informations.

Le **projet 'Jeune plume engagée'** a par ailleurs été monté avec les Instituts Français du Liban dans 6 régions au travers d'un appel à écoles pour une formation de journalisme en français aboutissant à la réalisation d'un portrait d'une personnalité à succès, à des fins d'exposition à l'Institut français de Beyrouth et sur le site de Yomkom.

⇒ L'objectif englobant est d'aller vers la citoyenneté et la science

Yomkom est aujourd'hui **international** et touche beaucoup d'arabes francophones dans le monde, avec 30% de son audience située en France.

## **II) Discussion : les collectivités et la francophonie au Liban : initiatives, partenaires, possibilités de coopération**

**Intervention de Monsieur Damien Brintet, Chargé de mission Méditerranée, Moyen Orient et francophonie : appels à projets du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères dans le cadre de la coopération franco-libanaise**

Monsieur Damien Brintet représentait Monsieur Frédéric Cholet et Monsieur Denis Barbet lors de la réunion.

**Plusieurs appels à projets sont proposés** par la DCT-CIV en lien avec le Liban et la francophonie, comme c'est le cas de l'AAP francophonie et le premier appel à manifestation d'intérêt exclusivement dédié à la francophonie.

Ces appels à projets partent du constat que **l'anglais n'est plus un avantage**, car ce dernier s'est démocratisé, et la maîtrise du français peut maintenant représenter un atout majeur. Or, la coopération décentralisée joue un rôle important pour la promotion de la francophonie, notamment grâce aux projets soutenus par la DCT-CIV.

Tout collectivité territoriale impliquée dans la coopération décentralisée est consciemment/explicitement ou pas impliquée dans cette promotion. Les projets soutenus sont d'une grande diversité, et les thématiques couvertes sont relativement similaires avec celles couvertes par l'OIF.

Pour ce qui est de la coopération décentralisée franco-libanaise, **l'appel à projet dédié retient les 4 thèmes suivants** cette année : le développement économique local, le développement durable, le lien social, le patrimoine et la culture. La francophonie n'y est pas mentionnée en tant que telle mais constitue le substrat des projets.

Deux exemples de projets proposés les années précédentes dans le cadre du fonds conjoint franco-libanais illustrent le type de projets retenus dans ce cadre :

- 2015, CD Somme et CD Loire-Atlantique : joutes Molière, avec objectif de consolider la relation bilatérale sur la francophonie
- 2021, CD Seine Maritime et comité des maires libanais : lancement de projets sur 2 axes : résidences d'artistes, et appui sur mise en place de politique culturelle, gestion municipale et gestion des archives

L'AMI francophonie, clôturé il y a 15 jours, a été relancé dans le cadre du sommet de la francophonie. Ce dernier s'intitule 'Résonance internationale de la francophonie' et a mené à la réception d'une vingtaine de projets avec des domaines et thématiques très larges, proposés par des collectivités de tailles variées.

Un AAP en coopération décentralisée a également été lancé dans le domaine du sport en lien avec le ministère des sports, le comité d'organisation des JO et l'agence nationale du sport. Ce dernier porte entre autres sur la valorisation de la langue française à travers le sport

**Retrouvez le calendrier des AAP du MEAE ici :** <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/financer-mes-projets-de-cooperation-decentralisee/>

- Questions / réponses

**Question de Virginie Rouquette :** Appel au partage d'argumentaire pour échanger avec les partenaires libanais sur cette base, pouvant comprendre des éléments de communication que les CT pourraient reprendre à leur compte

**Remarque de Cécile Rémyon, Chargée de coopération euro-méditerranéenne, Nice Métropole Côte d'Azur :** fait remarquer l'existence de l'appel à projet à destination des projets en lien avec la société civile, soulignant ainsi que les initiatives peuvent aussi venir d'associations, et pas uniquement des collectivités

### III) Point d'actualité : conflits régionaux au Proche-Orient et conséquences au Liban

**Intervention de Madame Lina Ala Eddine, Attachée de coopération à l'Ambassade de France au Liban : intervention du SCAC de l'Ambassade de France**

Le conflit israélo-palestinien crée une **situation d'incertitude** notamment dans le sud du pays. Les frappes israéliennes ne se limitent maintenant plus au sud, mais se déploient jusqu'à la frontière syrienne. Bien que la plupart des attaques soit ciblée, le risque de dérapage est non négligeable.

Une **initiative diplomatique française** a été lancée en concertation avec les ambassades américaine, saoudienne, qatarie et égyptienne. L'objectif est de ramener la situation au calme de part et d'autre de la frontière pour permettre aux déplacés libanais de rejoindre leurs logements dans le Sud. L'initiative consiste à s'efforcer de faire appliquer la résolution 1701 des Nations Unies, proposer un redéploiement de l'armée libanaise dans le sud du Liban, demander le retrait du Hezbollah sur une distance de 10 km et procéder au démantèlement de ses installations.

La situation a un impact sur les déplacements, avec un territoire passé en zone rouge et orange. Tous les déplacements sauf motifs impératifs sont formellement déconseillés. La tendance est donc

à la prudence, tout en essayant de maintenir une continuité des opérations. Pour tout déplacement envisagé, il est nécessaire d'informer l'ambassade et de s'inscrire sur le site Ariane qui permet de suivre la situation des ressortissants sur place.

⇒ Pas de limitation des projets, mais invitation aux CT qui portent des projets dans le Sud du pays (en dessous de la ville de Tyr) à intégrer la composante sécuritaire

**Question de Virginie Rouquette :** qu'en est-il de la situation des volontaires au Liban ?

**Réponse de Lina Ala Eddine :** les volontaires (VSI) travaillant au Liban ont été renvoyés en France, tout comme ceux qui travaillaient en Ambassade ou en entreprise, dès le mois d'octobre 2023. Il s'agit en effet d'un vivier très important pour le suivi des projets de coopération mais la volatilité de la situation ne permet pas de donner de date pour la réouverture des postes de volontariat dans le pays. Toutefois le recrutement de volontaires libanais côté français ne peut être qu'encouragé.

#### IV) Actualités de la coopération décentralisée

##### • Point sur le répertoire Liban

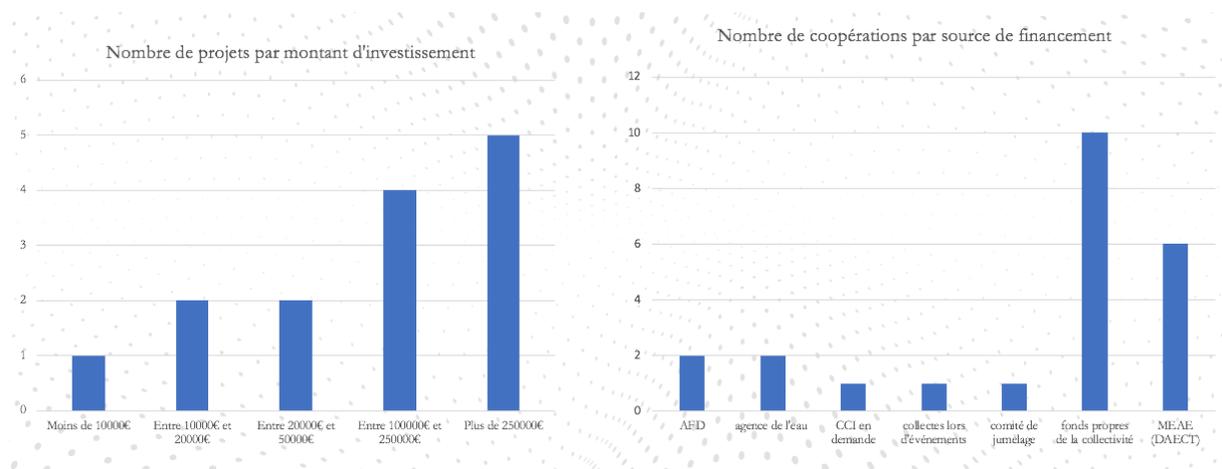
Il est toujours possible de renvoyer la fiche partenariat remplie avant le 24 avril pour qu'elle soit intégrée au répertoire.

A ce jour, il comprend les retours de 10 répondants français : Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, Conseil Régional PACA, Département de l'Aude, Aix-en-Provence, Chambéry, Cholet, Jouy-en-Josas, Ormesson-sur-Marne, Marseille, Rueil-Malmaison, Ville de Nancy, Grand Nancy

Le top 3 des thématiques abordées par les coopérations répertoriées est le suivant :

- 1) Renforcement institutionnel : 11 occurrences
- 2) Jeunesse : 8 occurrences
- 3) Climat, biodiversité, environnement : 7 occurrences

Le graphique ci-dessous détaille les budgets et sources de financement mobilisés :



Lien vers la fiche à remplir : <https://cites-unies-france.org/Reactualisation-du-Repertoire-des-partenariats-franco-libanais-en-2023>

⇒ Le répertoire permet d'avoir un panorama de la coopération décentralisée dans le pays

## Liste des participants

Collectivité / Organisme	NOM & Prénom	Fonction / Mandat
Association internationale des Régions francophones	BUZIO Zoé	Assistante animation réseau
Cités Unies France	ROUQUETTE Virginie	Directrice générale
Cités Unies France	LANVIN Thomas	Chargé de mission Méditerranée
Cités Unies France	JAOUEN Claire	Stagiaire
Communauté urbaine de Dunkerque	GONSSE Franck	Conseiller délégué aux affaires internationales
Conseil départemental de la Seine-Maritime	CARTENET Théo	Chargé de mission
Conseil départemental du Territoire de Belfort	GODFROY Edith	Chargée coopération internationale / transfrontalière
Département de Savoie	BORREILI Cécile	Chargée de mission
MEAE	BRINTET Damien	Chargé de mission Méditerranée & Moyen-Orient
MEAE / Ambassade de France au Liban	POUSSE Mathilde	Attachée de coopération
MEAE / Cabinet du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger	KUTNIAK Stephan	Conseiller chargé de la Francophonie
Métropole de Nice Côte d'Azur	MILANI Brenda	Chargée des Relations Internationales
Métropole du Grand Nancy	PENSALFINI Eric	Maire et Vice-Président
Métropole Grand Nancy / Ville de Nancy	FOUQUET-BONANNO Joséphine	Chargée de Coopérations Européennes et Internationales
Métropole Nice Côte d'Azur	MASSABO Bernard	Coopération Euro - Méditerranéenne
Métropole Nice Côte d'Azur	REMION Cécile	Chargée de coopération euroméditerranéenne
Métropole Rouen Normandie	RABHI Abdelghani	Chargé de la solidarité Internationale
Métropole Rouen Normandie	LE CLEZIO Carole	Directrice Administration gestion - solidarité internationale
Région Auvergne-Rhône-Alpes	HERNU DUCLOS Agnès	Chargée de Partenariats Arménie et Francophonie
Région Auvergne-Rhône-Alpes	GUGLIELMETTI Elsa	Chargée de partenariats Méditerranée
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Région Sud)	PIRIZ Emilio	Chargé de mission - Service coopération décentralisée
Région Sud	BOULKERARA Yamina	Chargée de mission
Ville de Colombes	HALLEY Zoé	Chargée de mission coopération décentralisée
Ville de la Garenne Colombes	BENRAMDANE Djamila	Directrice de l'éducation et des relations internationales
Ville de Macon	COURTOIS Jean-Patrick	Maire
Ville de Marseille	GINOUVES Dominique	Responsable Mission méditerranée chargée de projet coopération

Ville de Marseille - Mission Méditerranée	DJOURI Sabrina	Cheffe de projet coopération décentralisée
Ville de Mulhouse	MOSER Martine	Cheffe de service RI